

**Direction des Routes et des Infrastructures de Déplacement  
Agence Technique Départementale du Pays de Morlaix et Centre Finistère**

**ARRÊTÉ N° 007224-AA-2257**

**PORTANT PERMISSION DE VOIRIE POUR OCCUPATION  
DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DÉPARTEMENTAL**

**Route(s) départementale(s) n° D0072**

**Le Président du Conseil départemental**

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L2111-14 relatif à la consistance du domaine public routier et L2125-1 et suivants relatifs aux dispositions financières

Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L113-2 et suivants relatifs à l'utilisation du domaine public routier

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.3221-4 relatif à la gestion du domaine public routier départemental

Vu le décret n°2005-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux redevances d'occupation du domaine public non routier, aux droits de passage sur le domaine public routier et aux servitudes sur les propriétés privées

Vu la délibération du Conseil général du Finistère en date du 6 mars 2006 fixant le montant de la redevance due par les exploitants de réseaux de télécommunications

Vu l'arrêté du Président du Conseil général du Finistère en date du 23 janvier 1990 relatif à la coordination des travaux affectant les emprises du domaine public routier départemental à l'extérieur des agglomérations

Vu l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental du Finistère en date du 14 janvier 2019 portant règlement de la voirie départementale

Vu l'arrêté N° 23-58 du 10/01/2024 de M. le Président du Conseil départemental du Finistère portant délégation de signature

Vu la demande MEG2-3\_PMVGC\_NMBCEF\_Z21392\_S000\_GC01 - ATD du 04/09/2024 par laquelle MEGALIS BRETAGNE sollicite l'autorisation d'exécuter des travaux sur le domaine public routier départemental

CONSIDÉRANT que l'installation de l'ouvrage décrit dans la demande est compatible avec l'affectation à la circulation terrestre du domaine public routier départemental

**ARRÊTE**

**Article 1 : Autorisation**

MEGALIS BRETAGNE, ci-après désigné « le pétitionnaire » est autorisé à occuper le domaine public routier départemental, pour la durée de la présente autorisation, par l'ouvrage strictement désigné ci-après, à charge pour lui de se conformer aux conditions spéciales énoncées dans les articles et l'annexe qui suivent :

## **D0072 du PR 12+0610 au PR 18+0230 (CHATEAUNEUF-DU-FAOU, SAINT-THOIS et LAZ) situés hors agglomération**

- création de réseau de télécommunications, sous l'accotement, sous la chaussée
  - Longueur de réseau : 4770 ml ;
  - Nombre d'artères : 4.
- création d'ouvrages annexes (20 chambre(s) de tirage), sous l'accotement
  - Nombre de chambre de type L3t : 20

La présente permission de voirie vaut autorisation d'ouverture du chantier et autorisation d'entreprendre les travaux.

Toute modification de l'ouvrage, objet des présentes, devra obligatoirement faire, au préalable, l'objet de la délivrance d'une nouvelle permission de voirie.

### **Article 2 : Information du gestionnaire de la voirie**

Le représentant local du gestionnaire de la voirie départementale devra être informé par courrier 10 jours au moins avant le début des travaux.

### **Article 3 : Prescriptions techniques particulières**

Le pétitionnaire ou l'entreprise travaillant pour son compte devra se conformer aux prescriptions techniques indiquées dans les articles suivants et en annexe.

Les ouvrages seront implantés conformément au plan déposé lors de la demande du pétitionnaire, aux prescriptions et au plan modificatif établi suite aux observations ayant pu lui être formulées au cours de l'instruction.

### **Article 4 : Dispositions à prendre avant démarrage des travaux**

La présente permission de voirie est distincte de la déclaration de projet de travaux (DT) et de la déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) prévues par le décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

Le pétitionnaire assumera les obligations du responsable de projet et éventuellement celles de l'exécutant des travaux (articles L.554-1 à L.555-30 et R.554-1 et suivants du code de l'environnement).

La présente permission de voirie ne vaut que sous réserve des droits des tiers et des règlements en vigueur, notamment en matière d'environnement, d'urbanisme ou d'installations classées. Elle ne dispense pas d'obtenir, si nécessaire, les autorisations prévues par les codes réglementant ces matières ou toutes autres réglementations en vigueur.

La présente permission de voirie ne dispense pas le pétitionnaire, maître d'ouvrage de l'opération, du respect par lui et sous sa seule, totale et entière responsabilité, de la réglementation relative à la prévention des risques liés à certaines activités ou opérations (Livre V quatrième partie du code du travail) et spécifiquement celle relative à la coordination Sécurité, Protection de la Santé.

### **Article 5 : Arrêté de police de la circulation**

En cas de modification des conditions de circulation lors des travaux, un arrêté doit être obtenu auprès de l'autorité investie du pouvoir de police de la circulation sur le domaine concerné. Cet arrêté doit être affiché sur le chantier avant toute intervention.

### **Article 6 : Sécurité et signalisation du chantier**

L'intervenant doit prendre de jour et de nuit, à ses frais, toutes les mesures relatives à l'exploitation du domaine public routier départemental et à la sécurité de la circulation conformément aux textes réglementaires en vigueur et aux dispositions imposées par le

gestionnaire de la voirie.

Le gestionnaire de la voirie se réserve la possibilité de prescrire, en cours de chantier, toute modification des mesures imposées initialement si les conditions de circulation ou de sécurité l'exigent.

Avant le début des travaux, le pétitionnaire ou son délégataire doit faire connaître le nom du responsable de l'exploitation du chantier, qui devra pouvoir être contacté 24h/24 et 7j/7.

### **Article 7 : Délai d'exécution des travaux**

La réalisation des travaux autorisés par la présente permission de voirie ne pourra excéder une durée d'un an à compter de la date de sa délivrance.

### **Article 8 : Durée**

La présente autorisation est consentie pour une durée de 15 années à compter de la date de sa délivrance.

### **Article 9 : Expiration de l'autorisation**

Il appartiendra au bénéficiaire de la présente autorisation d'en solliciter le renouvellement auprès du gestionnaire de la voirie au moins deux mois avant l'expiration de l'autorisation en cours.

La présente autorisation peut être abrogée à tout moment dans l'intérêt du domaine public sans qu'il puisse en résulter pour le permissionnaire de droit à indemnité.

En cas d'abrogation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état d'origine dans un délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

### **Article 10 : Redevance d'occupation**

L'occupation du domaine public routier départemental est assujettie au paiement d'une redevance annuelle.

La perception de cette redevance fera l'objet d'un titre global annuel.

### **Article 11 : Travaux exécutés par le maître de l'ouvrage routier**

Le pétitionnaire doit, quelle que soit sa qualité, supporter sans indemnité, les frais de déplacement ou de modification de l'ouvrage aménagé en vertu de la présente autorisation, lorsque ce déplacement ou cette modification est la conséquence de travaux entrepris dans l'intérêt du domaine public occupé et que ces travaux constituent une opération d'aménagement conforme à la destination de ce domaine.

### **Article 12 : Responsabilité**

Le pétitionnaire est et reste responsable, tant vis-à-vis de la collectivité que vis-à-vis des tiers, des accidents ou dommages de toute nature qui pourraient résulter de l'exécution des travaux, ainsi que de l'existence et de l'exploitation de ses ouvrages. Il conservera cette responsabilité en cas de cession non autorisée.

### **Article 13 : Garantie**

Le délai de garantie de parfait achèvement est d'une durée d'un an à compter de la réception des travaux qui fera l'objet d'un procès-verbal cosigné par le pétitionnaire et le gestionnaire de la voirie.

### **Article 14 : Urgence**

En cas d'urgence, le gestionnaire de la voirie se réserve la possibilité d'exécuter d'office, sans mise en demeure préalable et aux frais du pétitionnaire, les travaux qu'il jugerait nécessaires au maintien de la sécurité publique.

### **Article 15 : Portée de l'autorisation**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable. Elle est donnée à titre personnel et ne peut être cédée à un tiers.  
Aucun droit réel n'est consenti au bénéficiaire.

**Fait à PLEYBEN, le 10 septembre 2024**

**Pour Le Président du Conseil  
départemental, et par délégation,  
Le responsable des Centres  
d'Exploitation de Châteaulin,  
Châteauneuf du Faou et Pleyben**

**Benoît ANDRIEU**

### **DIFFUSION :**

- secrétariat (MEGALIS BRETAGNE)
- AXIONE MALAKOFF
- Monsieur Tugdual BRADAN (COMMUNE DE CHATEAUNEUF DU FAOU)
- Madame la Maire de Laz
- Monsieur le Maire de Saint-Thois
- Monsieur Laurent LE HIR (AXIONE)

### **ANNEXES :**

Prescriptions sur le mode de réalisation des tranchées  
Coupes types de remblaiement de tranchée  
Plan  
Procès-verbal de réception définitive  
Dossier du demandeur

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Conseil départemental du Finistère dans le délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication sur le site internet du Département.

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Rennes, déposé par l'application [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ou à l'adresse 3 Contour de la Motte CS44416 35044 Rennes cedex, dans le délai de deux mois suivant la date de notification ou de publication de la présente décision ou la date de rejet du recours gracieux.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du Conseil départemental du Finistère - Madame la Déléguée à la protection des données - 32 boulevard Dupleix, CS29029 - 29196 Quimper cedex ([donneespersonnelles@finistere.fr](mailto:donneespersonnelles@finistere.fr)). Les destinataires des informations collectées dans le cadre de la gestion de cet arrêté sont les services du Conseil départemental du Finistère habilités à instruire et gérer les dossiers de police de la conservation et de police de la

Envoyé en préfecture le 10/09/2024

Reçu en préfecture le 10/09/2024

Publié le

ID : 029-222900011-20240910-007224AA2257-AR



circulation sur le domaine public routier départemental. La durée de conservation de ces données est de 5 ans après échéance de l'arrêté.

## FICHE DE PRESCRIPTIONS

- Route Départementale n°72
- PR 12+0610 à PR 18+0230
- Commune : CHÂTEAUNEUF DU FAOU / LAZ / SAINT THOIS
- Pétitionnaire : AXIONE
- Permissionnaire : SYNDICAT MIXTE MEGALIS BRETAGNE
- Objet : création de réseau de télécommunication
- Dossier : MEG2-3\_PMVGC\_NMBCEF\_Z21392\_S000\_GC01 - ATD

Annexée à l'Arrêté de Permission de Voirie du 10/09/2024

Il est prescrit ci-après les modalités d'ouverture et de remblaiement des tranchées dans le sol de la Route Départementale n°72 à CHÂTEAUNEUF DU FAOU / LAZ / SAINT THOIS.

### **1) Champ d'application (RVD §39)**

Les présentes règles ont pour but de définir les dispositions administratives et techniques auxquelles est soumise l'exécution des travaux ou chantiers qui mettent en cause l'intégrité du domaine public routier départemental.

Ces règles s'appliquent à l'installation et à l'entretien des ouvrages situés dans l'emprise des voies dont le Département est propriétaire.

Elles concernent de ce fait les travaux entrepris par ou pour le compte des personnes physiques ou morales, publiques ou privées.

Dans l'hypothèse où les différentes prescriptions ne seraient pas respectées par l'occupant, le gestionnaire de la voie se réserve le droit de faire arrêter les travaux sans préavis.

### **2) Implantation des tranchées (RVD §61)**

Hors agglomération, sauf impossibilité technique démontrée, il sera privilégié une implantation des tranchées sous accotement, à une distance entre le bord de chaussée et le bord de la tranchée supérieure à la profondeur de tranchée.

En cas d'impossibilité technique, le gestionnaire de la voie pourra autoriser l'implantation des tranchées:

- soit à une distance entre le bord de chaussée et le bord de la tranchée inférieure à la profondeur de tranchée en prescrivant des conditions de remblayage spécifiques
- soit dans le fossé, à une profondeur minimale de 0,60 m par rapport au fond de fossé théorique, avec reconstitution du fond de fossé par empierrement, engazonnement, etc.

Pour les traversées de voies communales :

- le choix d'un passage par fonçage ou sous tranchée
- les prescriptions de réfections définitives

sont à demander aux communes concernées.

Les micro-tranchées pourront être implantées à une distance minimale de 10 cm entre le bord de chaussée et le bord de la tranchée en veillant à maintenir l'intégrité des couches de chaussée.

Des prescriptions particulières conformes aux normes et règles de l'art pourront être imposées par le gestionnaire de la voie lorsque le réseau enterré se situe sous dépendance à proximité du bord de chaussée, entraînant un risque de déstabilisation de la chaussée ou portant atteinte à la prolongation des couches inférieures du corps de chaussée, à la couche de forme éventuelle et au régime hydrique des eaux internes et externes de la plateforme.

### **3) Conditions d'ouverture (RVD §62)**

Les traversées de chaussée pourront être réalisées en micro-tranchées.

### **4) Constat préalable des lieux (RVD §48)**

Préalablement à tous travaux, le bénéficiaire et le gestionnaire de la voie conviennent de l'établissement d'un constat contradictoire des lieux.

En l'absence de constat contradictoire, les lieux sont réputés être en bon état d'entretien. Aucune contestation ne sera admise par la suite de la part du bénéficiaire et de ses intervenants.

### **5) Information sur les équipements existants (RVD §49)**

La permission de voirie est distincte de la déclaration de projet de travaux (DT) et de la déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) auxquelles l'intervenant doit satisfaire en vue de demander à chaque exploitant d'ouvrage, toutes informations sur l'existence, l'emplacement, la profondeur de ses installations ainsi que les recommandations nécessaires.

L'Entreprise devra veiller à la conservation des réseaux et ouvrages existants.

Aucune modification ne sera apportée aux réseaux de canalisations existants sans l'accord préalable de leurs propriétaires.

### **7) Circulation des engins**

Les patins et sabots des pelles et engins de terrassement devront être protégés de manière à éviter toute trace ou rainure sur les revêtements de chaussée. L'utilisation d'un engin à chenilles sur la chaussée est interdite sauf accord contraire du gestionnaire de la voie.

## **8) Circulation et desserte riveraine (RVD §55)**

L'intervenant devra solliciter un arrêté de circulation auprès du gestionnaire de la voie, au moins 15 jours avant le démarrage des travaux.

L'intervenant devra prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'exécution des travaux cause le moins de gêne possible aux usagers et aux autres occupants du domaine public routier départemental. Il devra s'attacher à assurer la liberté de la circulation et la protection des piétons, en prenant toute mesure nécessaire au rétablissement de la continuité des déplacements.

Il devra préserver la desserte des propriétés riveraines, l'accès aux bouches d'incendie et autres dispositifs de sécurité, l'écoulement des eaux de la chaussée et de ses ouvrages annexes et, de façon générale, le fonctionnement des réseaux des services publics.

A la fin des travaux, les accès aux propriétés riveraines seront rétablis dans leur état initial.

## **9) Identification du maître d'ouvrage et de l'intervenant (RVD §57)**

Tout chantier devra comporter à ses extrémités, de manière apparente, des panneaux d'identification indiquant :

- la désignation du maître d'ouvrage
- la mention de la raison sociale du maître d'œuvre
- la mention de la raison sociale de l'intervenant effectuant les travaux
- leur numéro de téléphone
- les arrêtés de circulation
- la date de la décision d'autorisation

Les panneaux doivent impérativement être déposés par l'intervenant à la fin du chantier.

## **10) Canalisations ou réseaux traversant une chaussée (RVD §64)**

La réalisation de tranchées en traversée de chaussée sera préférentiellement réalisée par demi-largeur de chaussée, de manière à ne pas interrompre la circulation.

## **11) Amiante et HAP (RVD §44)**

Le donneur d'ordre est responsable de la communication des données techniques relatives à la présence d'amiante et à la teneur en HAP aux entreprises prestataires afin que celles-ci puissent mettre en œuvre les dispositions relatives à leur rôle d'employeur.

## **12) Profondeur des tranchées (RVD §63)**

Sauf impossibilité technique démontrée ou réglementation spécifique ou cas des micro-tranchées et mini-tranchées, la distance entre la génératrice supérieure de la canalisation, du câble ou de sa gaine de protection, et le niveau de l'accotement sera au minimum égale à 0,60 mètre.

## **13) Interruption temporaire des travaux (RVD §58)**

Lorsque le chantier est mené hors circulation, toute disposition doit être prise pour libérer sinon la totalité, du moins la plus grande largeur possible de la chaussée pendant les arrêts de chantier (nuits, samedis, dimanches et jours fériés).

## **14) Modalités de remblaiement et de réfection**

### **Réfection provisoire suivie d'une réfection définitive**

#### **1.1 Réfection provisoire**

La remise en état sera effectuée de façon à respecter les caractéristiques techniques imposées en annexe 1.

En réfection provisoire des tranchées sous chaussée supportant un trafic T5 ou des tranchées en accotement revêtu, la réfection provisoire sera constituée d'un ESU ou d'un BBE.

L'occupant du Domaine Public avisera le Chef de l'Agence Technique Départementale par lettre recommandée de l'achèvement des travaux de réfection provisoire.



## 1.2 Réfection définitive

La remise en état sera effectuée de façon à respecter les caractéristiques techniques imposées en annexe 1 :

- **tranchée sous accotement non revêtu (micro-tranchée avec remblaiement en matériau réexcavable)**

La réfection sera réalisée conformément aux prescriptions du guide de remblayage des tranchées et réfection des chaussées (document SETRA – LCPC).

Elle est exécutée par l'occupant ou par une entreprise qu'elle rémunère.

La réfection définitive pourra intervenir avant la fin de la garantie de la réfection provisoire. Elle ne dégage pas l'occupant de la responsabilité qui lui incombe pendant le délai de garantie et ultérieurement au titre des travaux qu'il a effectués.

Sur injonction motivée du gestionnaire, la réfection définitive pourra être interrompue et reprise suivant les conditions techniques prescrites en annexe.

La réfection sera réalisée conformément aux prescriptions du guide de remblayage des tranchées et réfection des chaussées (document SETRA – LCPC).

Elle est exécutée par l'occupant ou par une entreprise rémunérée par lui.

Sur injonction motivée du gestionnaire, la réfection définitive pourra être interrompue et reprise suivant les conditions techniques prescrites en annexe.

### 15) Réutilisation des déblais (RVD §69)

La réutilisation des déblais issus des fouilles sera autorisée sous réserve de la réalisation d'une étude de sols préalable par l'intervenant et de la compatibilité des sols avec les préconisations du guide technique relatif au remblayage des tranchées et à la réfection des chaussées. L'étude de sols devra être fournie au gestionnaire de la voie au minimum 10 jours ouvrés avant le démarrage des travaux de remblayage.

Sur demande argumentée de l'intervenant, le gestionnaire de la voirie pourra autoriser une réutilisation des déblais sans étude de sols préalable.

Les structures basées sur une réutilisation des matériaux extraits des tranchées seront les mêmes que celles préconisées dans le cas d'une utilisation de matériaux élaborés.

L'intervenant devra produire au minimum une classification de sol par linéaire de tranchée de 200 mètres.

Le gestionnaire de la voie pourra procéder à des classifications de sols contradictoires.

L'évacuation des matériaux non réutilisables ou impropres au remblaiement se fera prioritairement en installation de stockage de déchets inertes, sous réserve de respecter la nomenclature des déchets inertes. Les abords du chantier seront systématiquement nettoyés par l'intervenant.

Les matériaux de déblai issus de la fouille seront prioritairement déposés en cordon en dehors de la chaussée. Les déblais qui ne pourront pas être déposés sur l'accotement seront évacués dans un lieu de dépôt hors de la chaussée qui, de manière préférentielle, devra rester libre pour la circulation.

### 16) Remblayage des fouilles (RVD §70)

L'enrobage des canalisations devra respecter les exigences des normes les plus récentes et notamment la norme NF P 98-331.

Le remblayage s'effectuera au fur et à mesure de l'avancement des travaux conformément aux normes en vigueur et au guide technique sur le remblayage des tranchées et la réfection des chaussées ou suivant les textes qui viendraient à le modifier ou à le remplacer.

L'ouverture d'un nouveau tronçon ne devra être entreprise que lorsque le tronçon précédent, d'une longueur égale, aura été remblayé.

Les matériaux seront mis en œuvre et compactés par couche. L'épaisseur des couches et l'énergie de compactage sont donnés par le guide des terrassements routiers, en fonction du type de compacteur utilisé et de la classification des matériaux.

Le compactage devra être homogène de manière à éviter un comportement différentiel du matériau sous trafic.

En cas d'affaissement de la fouille ou d'affouillements latéraux accidentels, une nouvelle découpe du corps de chaussée ou du trottoir sera effectuée pour assurer le compactage des matériaux sous-jacents.

Il est interdit d'abandonner dans les fouilles des corps métalliques afin de ne pas perturber une éventuelle détection magnétique ultérieure.

### **17) Réception (RVD §51)**

Lorsque les travaux sont réalisés, le maître d'ouvrage est tenu de faire parvenir au gestionnaire de la voie le procès-verbal de réception et le résultat des contrôles réalisés.

Le gestionnaire de la voie se réserve le droit de faire effectuer des contrôles de compactage, des sondages ou tous autres essais contradictoires.

Le procès-verbal de réception mentionne la position du chantier, les dates d'ouverture et d'achèvement et fait état des incidents survenus au cours du chantier. Le résultat des contrôles internes et externes effectués y est annexé.

Si ces résultats ne sont pas satisfaisants, le maître d'ouvrage ou son délégué devra reprendre entièrement ses prestations sur toute la longueur ou la surface concernée. Il aura également en charge le coût des contrôles avant et après réfection, le délai de garantie étant reporté.

### **18) Remise en état de la voie et des dépendances**

A la fin des travaux, l'occupant devra assurer la remise en état des voies publiques et de leurs dépendances.

Il devra, en particulier :

- procéder à l'enlèvement, au rabot et à la brosse, des déblais terreux qui auraient pu se répandre, s'intégrer aux chaussées et aux trottoirs ;
- assurer le curage des fossés, saignées, aqueducs et caniveaux ;
- remettre en place les bornes et panneaux de signalisation ;
- nettoyer les trottoirs et les accotements.

### **19) Garantie (RVD §52)**

La garantie commence à courir à compter de la date de réception des travaux (réfection définitive) qui fera l'objet d'un procès-verbal cosigné par l'occupant et le gestionnaire de la voie.

Le gestionnaire ou son délégataire peut exprimer au moment de la réception des travaux toutes réserves motivées sur la tenue ultérieure desdites chaussées.

Dans le délai de 1 an à l'issue de la réception des travaux, s'il apparaît des désordres tels que des tassements ou des bombements supérieurs à un centimètre en profil en travers de la voie, ou trois centimètres en profil en long par rapport au niveau existant, une inspection commune est réalisée entre les services du Département et le maître d'ouvrage ou son délégué.

En tout état de cause, ces déformations ne doivent pas faire obstacle à l'écoulement des eaux en surface.

Dans l'éventualité où des désordres sont constatés et liés aux travaux réalisés par le maître d'ouvrage ou son délégué, ce dernier devra procéder à ses frais aux réparations nécessaires dans un délai de 2 jours ouvrés en cas d'urgence (risque avéré pour l'utilisateur) et dans un délai de 15 jours ouvrés dans les autres cas.

En cas de responsabilité du maître d'ouvrage ou de son délégué, le Département est fondé, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, non suivie d'effet dans un délai de 15 jours ouvrés suivant la date de réception, à faire exécuter les travaux, aux frais du maître d'ouvrage ou de son délégué.

En cas d'urgence, il peut exécuter d'office, sans mise en demeure préalable et aux frais de l'occupant, les travaux qu'il juge nécessaires au maintien de la sécurité routière.

La réfection provisoire est également assortie d'un délai de garantie de 1 an démarrant à la date de la notification de l'achèvement de la réfection provisoire par l'occupant au gestionnaire de la voie par lettre recommandée.

### **20) Délai d'exécution des travaux (RVD §45)**

Le bénéficiaire de la permission de voirie dispose, sauf indication contraire, d'un délai maximum d'un an, à compter de la date d'autorisation, pour exécuter les travaux.

S'il n'a pas été fait usage de l'autorisation dans ce délai, une nouvelle demande doit être formulée.

### **21) Responsabilité du bénéficiaire et de ses intervenants (RVD §47)**

Le bénéficiaire de la permission de voirie et ses intervenants sont tenus de se conformer aux présentes prescriptions techniques dans l'intérêt du bon usage et de la conservation du domaine public routier.

Ils sont responsables, dans les conditions du droit commun, de tous les accidents ou dommages qui peuvent résulter de l'exécution de leurs travaux ou de l'existence et du fonctionnement de leurs ouvrages.

En particulier, les chantiers seront organisés de manière à éviter toute dégradation de la couche de roulement.

Ils sont tenus de mettre en œuvre, sans délai, les mesures qu'ils seraient enjoint de prendre dans l'intérêt du domaine public et de la circulation. A défaut, après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception non suivie d'effet ou immédiatement en cas d'urgence, le Département pourra réaliser les travaux nécessaires aux frais du bénéficiaire de la permission de voirie.

## **22) Fin d'occupation du domaine public (RVD §74)**

En fin d'occupation du domaine public, le maître d'ouvrage devra procéder à une remise en état des lieux conformément aux dispositions prévues par la réglementation en vigueur.

Tout réseau abandonné devra être enregistré par son dernier exploitant sur le télé-service. Une permission de voirie relative au réseau abandonné devra être sollicitée auprès du gestionnaire de la voie.

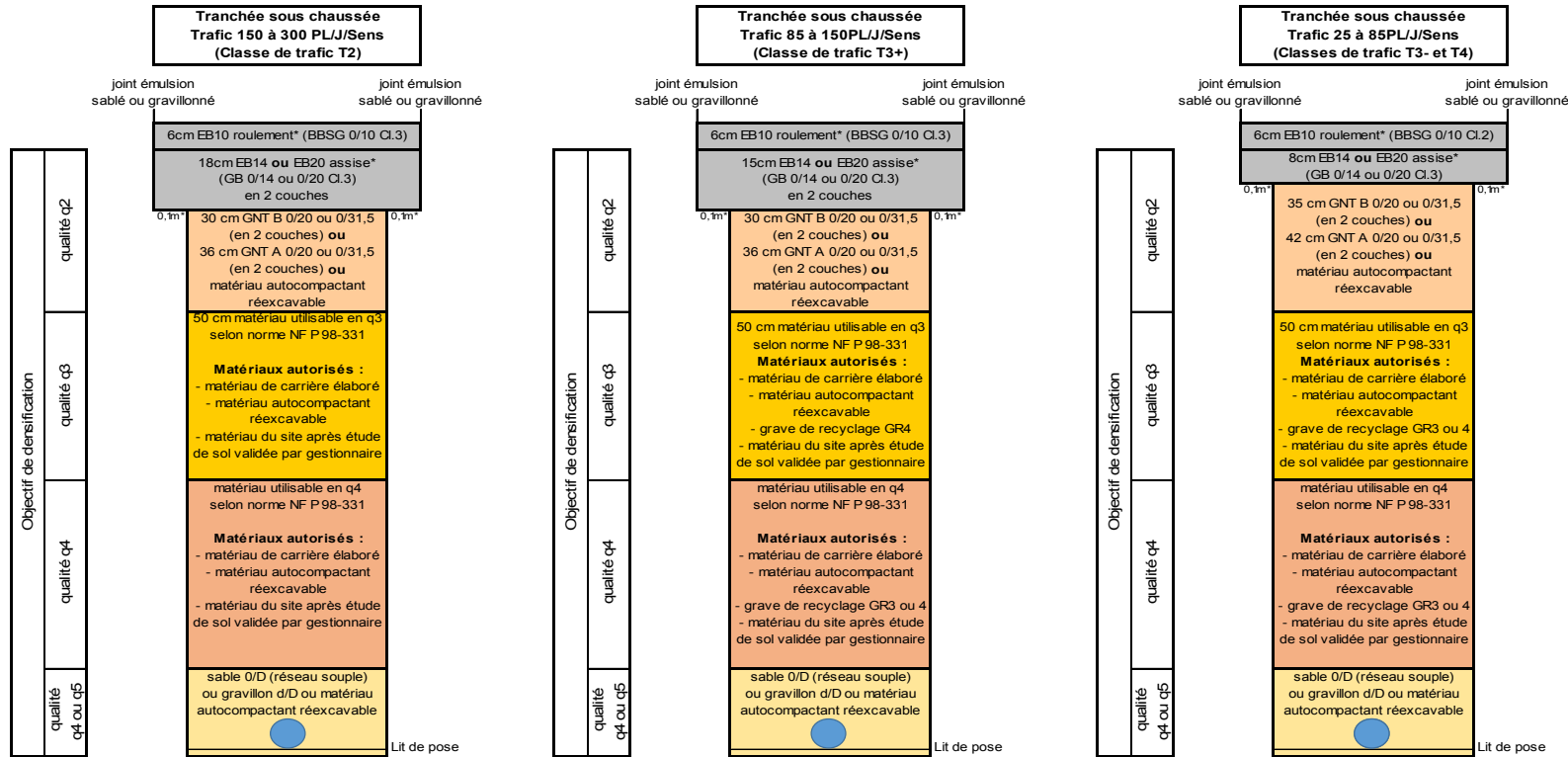
En fin d'occupation du domaine public, le gestionnaire de la voie pourra faire procéder à un état des lieux contradictoire avec l'occupant.



### Annexe 1 : Structures types pour le remblayage définitif des tranchées réalisées sous chaussée, trottoir ou accotement

Nota :

- Pour les classes de trafic T3+, T3-/T4 et avec l'accord préalable du gestionnaire de voie, le matériau auto-compactant réexcavable pourra être utilisé en couche d'assise
- Le remblayage des tranchées situées sur des chaussées supportant un trafic supérieur à T2 donnera lieu à un calcul de dimensionnement spécifique validé par le gestionnaire
- Les mâchefers d'incinération de déchets non dangereux pourront être utilisés avec l'accord préalable du gestionnaire de la voie
- Avec l'accord du gestionnaire de la voie, l'épaisseur en q3 pourra être inférieure à celle figurant dans les coupes types (cas des tranchées dont la profondeur est inférieure à la somme cumulée des épaisseurs indiquées dans la coupe type). L'épaisseur en q2 pourra être inférieure à celle de la coupe type dans le cas des micro-tranchées
- En réfection provisoire, hors cas des tranchées remblayées en matériau auto-compactant, la couche d'assise en EB (GB) et la couche de roulement sont remplacées par une couche d'assise en GNT et une couche de roulement en ESU, BBE ou EB roulement (BBSG)
- Sur demande argumentée de l'intervenant, le gestionnaire de la voie pourra autoriser la réutilisation des matériaux de déblais issus du site sans étude de sol préalable.



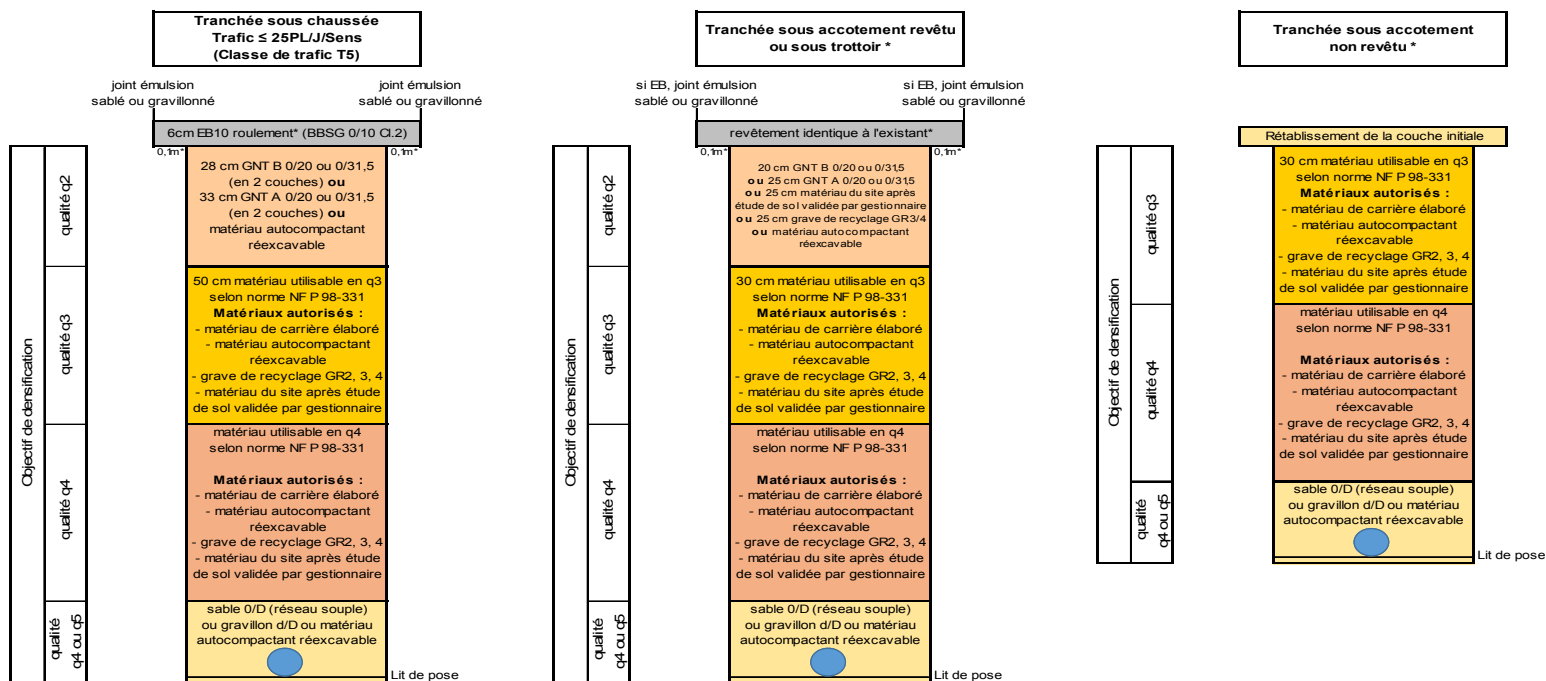
\* Couche d'accrochage impérative entre EB roulement et EB assise  
 \* Couche d'accrochage impérative entre les 2 couches EB assise  
 \* Couche d'accrochage impérative entre EB assise et couche inférieure  
 \* Surlargeur de recouvrement par les matériaux bitumineux  
 - L'utilisation d'une grave de recyclage est proscrite dans le cas présent  
 - Emploi de l'objectif q5 pour l'enrobage si hauteur de recouvrement ≥ 1,30 m et si l'objectif q4 n'est pas exigé

\* Couche d'accrochage impérative entre EB roulement et EB assise  
 \* Couche d'accrochage impérative entre les 2 couches EB assise  
 \* Couche d'accrochage impérative entre EB assise et couche inférieure  
 \* Surlargeur de recouvrement par les matériaux bitumineux  
 - Emploi de l'objectif q5 pour l'enrobage si hauteur de recouvrement ≥ 1,30 m et si l'objectif q4 n'est pas exigé

\* Couche d'accrochage impérative entre EB roulement et EB assise  
 \* Couche d'accrochage impérative entre EB assise et couche inférieure  
 \* Surlargeur de recouvrement par les matériaux bitumineux  
 - Emploi de l'objectif q5 pour l'enrobage si hauteur de recouvrement ≥ 1,30 m et si l'objectif q4 n'est pas exigé

Nota :

- Un Béton bitumineux à l'émulsion pourra être accepté pour la classe de trafic T5 en alternative au matériau à chaud (EB roulement i.e. BBSG) sous réserve de l'accord du gestionnaire de la voie et d'une majoration de 10% de l'épaisseur de matériau à chaud indiquée dans la coupe-type
- Les mâchefers d'incinération de déchets non dangereux pourront être utilisés avec l'accord préalable du gestionnaire de la voie
- Avec l'accord du gestionnaire de la voie, l'épaisseur en q3 pourra être inférieure à celle figurant dans les coupes types (cas des tranchées dont la profondeur est inférieure à la somme cumulée des épaisseurs indiquées dans la coupe type). L'épaisseur en q2 pourra être inférieure à celle de la coupe type dans le cas des micro-tranchées
- En dehors du cas des tranchées sous accotement non revêtu et, avec l'accord préalable du gestionnaire en dehors du cas des tranchées remblayées en matériau auto-compactant réexcavable, en réfection provisoire la couche de roulement sera constituée d'un ESU ou d'un BBE
- Sur demande argumentée de l'intervenant, le gestionnaire de la voie pourra autoriser la réutilisation des matériaux de déblais issus du site sans étude de sol préalable.



\* Couche d'accrochage impérative entre EB roulement et couche inférieure  
 \* Cette structure sera également utilisée dans les zones pour lesquelles il semble logique de prendre en compte l'influence des charges lourdes (trottoirs en sortie de cour, bande d'arrêt d'urgence, accotements très sollicités)  
 \* Surlargeur de recouvrement par les matériaux bitumineux  
 - Emploi de l'objectif q5 pour l'enrobage si hauteur de recouvrement ≥ 1,30 m et si l'objectif q4 n'est pas exigé  
 - En qualité q3, le Dmax de la grave de recyclage GR2 sera de 20 mm

\* Ce profil de remblayage est également applicable en accotement non revêtu pour une tranchée implantée à une distance entre le bord de chaussée et le bord de tranchée inférieure à 1 mètre ou si l'accotement est susceptible de recevoir une circulation de véhicules  
 \* Couche d'accrochage impérative entre EB roulement et couche inférieure le cas échéant  
 \* Surlargeur de recouvrement par les matériaux bitumineux  
 - Emploi de l'objectif q5 pour l'enrobage si hauteur de recouvrement ≥ 1,30 m et si l'objectif q4 n'est pas exigé  
 - En qualité q3, le Dmax de la grave de recyclage GR2 sera de 20 mm

\* Ce profil de remblayage est applicable en accotement pour une tranchée implantée à une distance entre le bord de chaussée et le bord de tranchée supérieure à 1 mètre et si l'accotement ne reçoit pas de circulation de véhicules  
 - Emploi de l'objectif q5 pour l'enrobage si hauteur de recouvrement ≥ 1,30 m et si l'objectif q4 n'est pas exigé  
 - En qualité q3, le Dmax de la grave de recyclage GR2 sera de 20 mm

## Marché Déploiement Réseau FTTH Mégalis Phase 3

### Commune de Châteauneuf-du-Faou - 29027/29267

RD 72

X :	NC
Y :	NC

Projection: Lambert 93



4	...	...	...	...	...
3	...	...	...	...	...
2	...	...	...	...	...
1	19/01/2024	Création du plan	infraMap	infraMap	
Indice	Date	Modification	Etabli par	Vérifié par	Validé par
Z21392-EXE-NMBCEF-S000-GC01			ECHELLE 1/200	STATUT EXE	NBRE PLAN 71

## LÉGENDE

Envoyé en préfecture le 10/09/2024

Reçu en préfecture le 10/09/2024













Publié le SEAUX

S<sup>2</sup>LOW

ID : 029-222900011-20240910-007224AA2257-AR

## SYMBOLES

	Chambre créée (ici, K2C)
	Chambre créée (ici, L3T)
	Chambre existante (ici, K2C)
	Chambre existante (ici, L3T)
	Armoire PM
	Logette ERDF
DF FF	Début de forage - Fin de forage
x x	
	Regards de visite
	Regards de branchement
	grilles, avaloirs
	Coffrets, armoires
	Support Pylone Tension
	candelabres, lampadaires

	Réseau Orange existant
	Réseau Fibre Optique existant
	Adduction eau potable
	Eaux pluviales
	Eaux usées
	Gaz
	Gaz Réseau Transport
	Energie basse tension
	Energie haute tension
	Eclairage public
	Autres réseaux
	Cadastre / Report Topo

L'implantation des réseaux concessionnaires tiers ne sont reportés sur les plans qu'à titre indicatif sur base des reports DT.  
Si le concessionnaire transmet des plans vectoriels avec PTRL (x, y, z) alors infraMap effectuera la reprojection à l'identique. \*  
Le cas échéant des investigations complémentaires ou des opérations de localisations sont nécessaires avant travaux.  
InfraMap ne pourra être tenu responsable en cas d'incident technique.

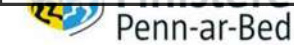
DT-2023122200029CPP

Projection : Lambert 93

Lien Google Map : <https://maps.app.goo.gl/4Gog1VTEnyFgruQ87>  
<https://maps.app.goo.gl/wCbAU9Q4gJA3LbEK9>

# PROCES-VERBAL DE RECEPTION DEFINITIVE

Envoyé en préfecture le 10/09/2024  
Reçu en préfecture le 10/09/2024  
Publié le DÉPARTEMENT S<sup>2</sup>LO  
ID : 029-222900011-20240910-007224AA2257-AR



## Pétitionnaire

Nom : SYNDICAT MIXTE MEGALIS BRETAGNE  
Adresse : 15 rue Claude Chappe – Bâtiment B – 35510 CESSON-SEVIGNE

## Gestionnaire de la voie

Agence technique départementale du Pays de Morlaix et du Centre-Finistère – Antenne du Centre Finistère  
Adresse : 80 rue de Carhaix – 29190 PLEYBEN

## Travaux réalisés

Dossier numéro : MEG2-3\_PMVGC\_NMBCEF\_Z21392\_S000\_GC01 - ATD  
Route départementale n°72 PR 12+0610 à PR 18+0230 – Châteauneuf du Faou / Laz / Saint Thoïs  
Description des travaux : création de réseau de télécommunication  
Autorisés par l'arrêté de permission de voirie en date du 10/09/2024  
Date de commencement des travaux :  
Date d'achèvement des travaux :

Le \_\_\_\_\_, il a été procédé à la réception partielle / totale (\*) des travaux désignés ci-dessus. La garantie de parfait achèvement de 1 an court à compter de cette date (Cf. article 52 du règlement de la voirie départementale). En cas de réserves, le délai de garantie court à compter de la date de levée des réserves.

## L'occupant

- Certifie que les travaux ont été réalisés conformément aux prescriptions de la permission de voirie / de l'accord technique préalable (\*)
- Déclare que les contrôles internes/externes (\*) réalisés et annexés au présent procès-verbal sont conformes
- Déclare que les travaux sont complètement achevés (\*)
- Précise que les travaux suivants restent à exécuter dans un délai de 1 mois (\*) :

.....  
.....

## Le gestionnaire de la voie

- Considère que la remise en état définitive de la chaussée et de ses dépendances sont conformes aux prescriptions de la permission de voirie / de l'accord technique préalable (1) et aux règles de l'art (\*)
- Exprime les réserves suivantes (\*) :

.....  
.....  
.....

L'occupant et le gestionnaire de la voie conviennent que les travaux nécessités par les réserves ci-dessus seront exécutés sous un délai de \_\_\_\_\_ jours/semaines/mois (\*) à compter de ce jour.

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_ en 2 exemplaires dont un est remis à chaque signataire

Le gestionnaire de la voie  
  
Signature

L'occupant  
  
Signature

(\*) rayer la mention inutile

# PROCES-VERBAL DE LEVEE DE RESERVES

Le gestionnaire de la voie et l'occupant constatent qu'il a été valablement remédié aux réserves mentionnées dans le procès-verbal de réception établi en date du \_\_\_\_\_ Le délai de garantie de 1 an court à compter de la date de levée des réserves.

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_ en 2 exemplaires dont un est remis à chaque signataire

Le gestionnaire de la voie  
  
Signature

L'occupant  
  
Signature





**Dépôt ou stationnement** <sup>(2)</sup>

Demande initiale  Prolongation  référence du permis de stationnement : .....

Nature du dépôt ou stationnement { Matériaux  Benne  Grue  Etalage   
 Echafaudage  Mobilier urbain  Terrasses de café  Vente le long de la voie ou sur aire de service   
 Autres (à préciser)  : .....

**Saillie ou surplomb** <sup>(2)</sup>

Largeur : de la voie  mètres de la saillie  mètres  
 des trottoirs  mètres Hauteur sous saillie  mètres

**Aménagement d'accès** <sup>(2)</sup>

Avec franchissement de fossé  : Diamètre du tuyau  millimètre Longueur  mètres  
 Distance par rapport à l'axe de la chaussée  mètres Nature du tuyau : .....

Sans franchissement de fossé  Largeur de l'aménagement  mètres

**Ouvrages divers** <sup>(1)</sup>

Travaux sur ouvrages existants  Installation nouvelle

Réseaux aériens ou souterrains ou branchement :  
 Eau potable  Eaux pluviales  GDF  Opérateurs réseaux   
 Eaux usées  EDF  Autres (à préciser)  : .....

Sous voirie		Sous accotement ou trottoirs	
Tranchée longitudinale	<input type="text"/> mètres		<input type="text"/> mètres
Tranchée transversale	<input type="text"/> mètres		<input type="text"/> mètres
Fonçage	<input type="text"/> mètres		<input type="text"/> mètres

Aménagement de surface ou équipements :  
 Stationnement  Arrêt bus  Passage supérieur ou inférieur  Équipements de la route   
 Autres (à préciser)  : .....

**Pièces jointes à la demande**

Afin de permettre et de faciliter la compréhension et l'instruction du dossier, la demande d'autorisation est accompagnée des pièces suivantes détaillées par nature de travaux.

**1 - Pour toute demande**

Plan de situation 1/10 000 ou 1/20 000<sup>ème</sup>  Plan de localisation précis 1/1 000 ou 1/ 2 000<sup>ème</sup>  <sup>(3)</sup> Photos

**2 - Pièces complémentaires par nature de demande****2a - Clôtures/portails/Plantations/Dépôt ou stationnement/surplomb**

Coupes longitudinales et transversales indiquant l'emprise occupée du domaine public 1/50<sup>ème</sup>

**2b - Aménagement d'accès/ouvrages divers portant atteinte au patrimoine**

Plan des ouvrages projetés 1/200 ou 1/500<sup>ème</sup>  Cahiers des coupes techniques de tranchées 1/50<sup>ème</sup>

Plan de détails de franchissement des points singuliers 1/50<sup>ème</sup>

**2c - Station service** : Plan d'implantation des pistes avec signalisation de police 1/200 ou 1/500<sup>ème</sup>

J'atteste de l'exactitude des informations fournies

MEG2-3\_PMVGC\_NMBCEF\_Z21392\_S000\_GC01 - ATD

Fait à : ... Le :

Nom : ..... Prénom : ..... Qualité : .....